

**Nations unies - Burundi -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 21 novembre 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie le président Kafando, envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, et l'ambassadeur Lauber, président de la configuration Burundi de la commission de consolidation de la paix, pour leurs présentations importantes et pour leur engagement.

Au nom de la France, je voudrais porter aujourd'hui trois principaux messages : premièrement, exprimer nos préoccupations concernant certains développements au Burundi ces derniers mois ; deuxièmement, appeler les autorités burundaises à prendre les mesures appropriées pour permettre des élections libres et apaisées en 2020 ; troisièmement, soutenir dans ce contexte la recommandation du Secrétaire général des Nations unies que le Conseil de sécurité reste saisi du dossier, étant entendu qu'il nous faut réfléchir ensemble à la meilleure manière pour la communauté internationale d'aider le Burundi à sortir de la crise.

1/ Mon premier message concerne les dernières évolutions au Burundi.

Nous tenons à saluer ici, une nouvelle fois, l'annonce du président Nkurunziza de ne pas présenter sa candidature à sa propre réélection en 2020 et de soutenir le prochain président élu. Ce geste positif peut contribuer à une sortie de crise apaisée.

La situation récente n'en soulève pas moins de réelles préoccupations, évoquées par le Secrétaire général. La France regrette notamment que les autorités burundaises n'aient pas participé à la 5e session du dialogue inter-burundais organisé à Arusha, fin octobre.

L'annonce de la suspension pour trois mois des ONG étrangères dans le pays a également suscité notre incompréhension. Elle s'inscrit dans un contexte dégradé, comme l'a relevé la commission d'enquête internationale qui a conclu à de graves violations des droits de l'Homme et à la restriction de l'espace de la société civile. Le dernier rapport du Secrétaire général est également revenu sur ces graves violations des droits de l'Homme. Nous sommes inquiets notamment du rôle croissant que jouent certains éléments du mouvement des jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure. Et nous déplorons les menaces, intimidations et attaques personnelles qu'ont subies les membres de la commission d'enquête indépendante.

Notre préoccupation porte également sur la situation humanitaire, en particulier celle des 3,6

millions de Burundais dans le besoin et celle des personnes déplacées et des réfugiées. Si un certain nombre de retours sont enregistrés, il est essentiel qu'ils interviennent de façon volontaire, sûr et digne, conformément aux principes du droit international humanitaire.

2/ Monsieur le Président, mon deuxième message est une main tendue aux autorités burundaises, pour leur demander d'aller de l'avant.

Nous devons tous à présents nous concentrer sur les élections de 2020. Ces élections doivent être libres, justes et transparentes. C'est maintenant que le gouvernement burundais peut modifier la trajectoire et rendre possible un retour à la stabilité.

Dans cet esprit, nous encourageons vivement les autorités du Burundi à reprendre le dialogue politique inter-burundais.

Nous leur demandons aussi d'assurer à tous les partis politiques un accès équitable et juste au scrutin de 2020. La priorité est aujourd'hui de réunir les conditions pour des élections libres, justes et réellement inclusives, dans le respect des accords d'Arusha. Il est essentiel à cet effet de veiller à la participation des femmes à l'ensemble du processus.

Nous en appelons aussi au respect des libertés fondamentales, en particulier la liberté d'opinion et d'expression, qui doit contribuer à restaurer la confiance de la population, dans toutes ses composantes, envers les institutions. C'est la condition pour une société ouverte et apaisée et pour une stabilité de long terme.

Dans le même esprit, nous appelons les autorités burundaises à coopérer pleinement avec les mécanismes indépendants du Conseil des droits de l'Homme et avec le Haut-commissariat aux droits de l'Homme. Nous leur demandons d'enquêter et de juger, de façon neutre et impartiale, les cas de violations des droits de l'Homme, quels qu'en soient les auteurs.

3/ Mon troisième point porte sur la façon dont la communauté internationale doit aider le Burundi à sortir de la crise.

La France partage l'avis du Secrétaire général selon lequel nous devons nous concerter étroitement avec la communauté des Etats d'Afrique de l'Est et l'Union africaine pour aider le Burundi à organiser des élections justes, libres et transparentes en 2020.

En accord avec le Secrétaire général, nous sommes convaincus que le dossier ne doit pas sortir de l'agenda du Conseil de sécurité. Les violations des droits de l'Homme et l'échéance électorale cruciale de 2020 nécessitent une attention particulière du Conseil de sécurité. Il en va de la stabilité du pays, mais aussi de la région.

Nous suivrons très attentivement ce que diront les chefs d'Etat et de gouvernement de la communauté des Etats d'Afrique de l'Est lors de leur réunion importante à la fin de ce mois,

comme nous écouterons bien sûr avec beaucoup d'intérêt les recommandations que pourra nous faire le facilitateur, le président Mkapa.

Permettez-moi enfin de réitérer le plein soutien de la France à la facilitation conduite par la communauté des Etats d'Afrique de l'Est ainsi qu'aux efforts déployés par l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies, que je remercie à nouveau./.